



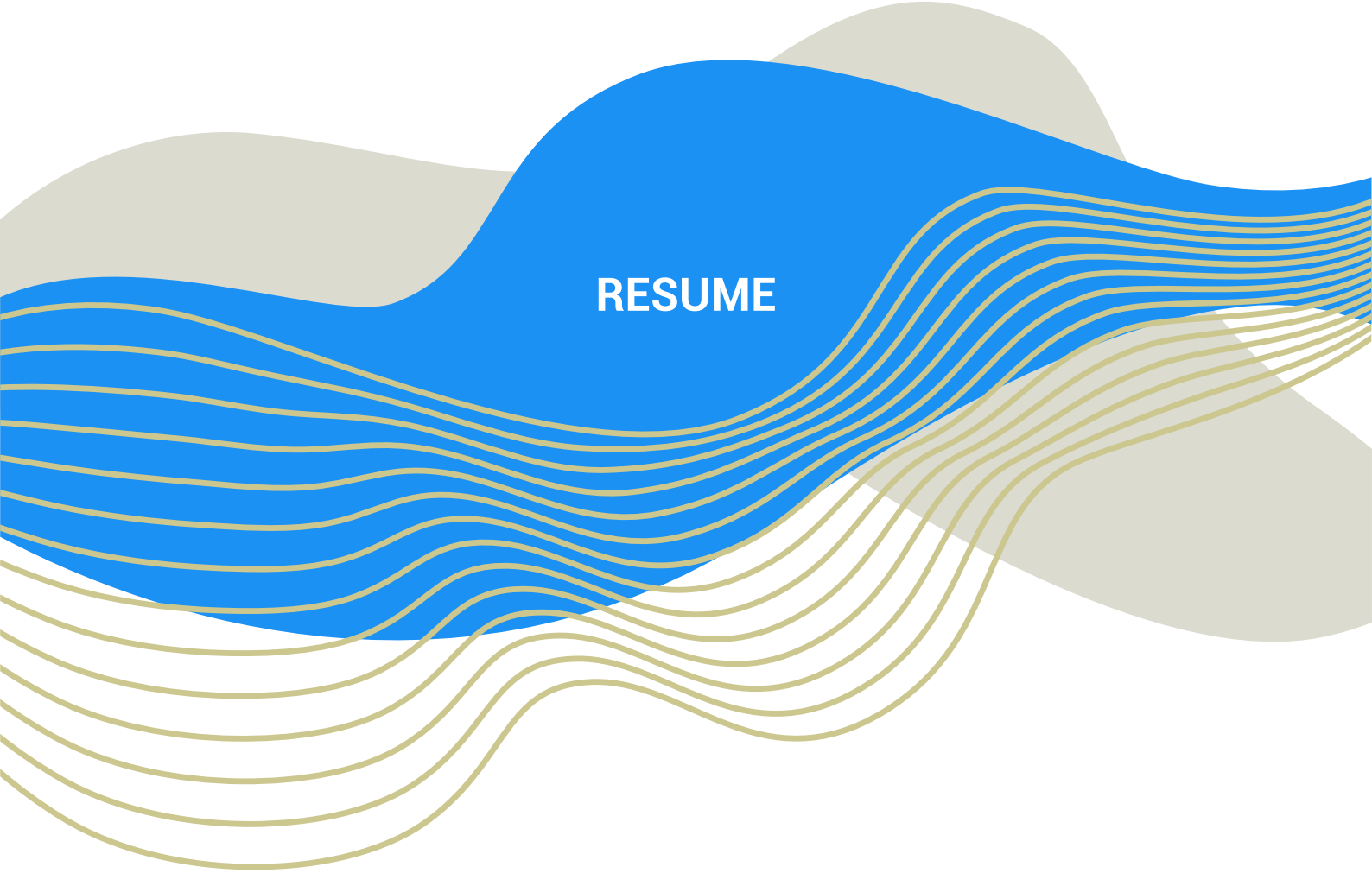
CENTRE DE RECHERCHE
SUR LE CONGO-KINSHASA

Accord RDC-Rwanda à Washington : paix de façade ou souveraineté bafouée ?

Par Esimba Ifonge

CEREC.ORG | JUIN 2025

Faire du Congo-Kinshasa le centre de rayonnement de l'Afrique



RESUME

LE CONTEXTE

Un accord de paix entre la RDC et le Rwanda est paraphé à Washington sous médiation américaine, présenté comme une avancée pour la paix dans les Grands Lacs. Mais il suscite méfiance et critiques, car il intervient dans un environnement de fragilité étatique et de dépendance géopolitique.

LA PROBLEMATIQUE

La paix signée à l'extérieur peut-elle être légitime et durable lorsqu'elle est dissociée de la souveraineté populaire, des réalités du terrain et des véritables enjeux économiques du conflit ?

LES RECOMMANDATIONS

Opérer un recentrage stratégique : faire de chaque accord un outil de transformation structurelle plutôt qu'un artifice diplomatique. Cela implique de restaurer l'autonomie décisionnelle de l'État, de nommer et neutraliser les réseaux de prédation, et d'intégrer les aspirations populaires dans les processus de paix. La paix devient alors un levier de souveraineté, et non une vitrine vide.

L'annonce d'un accord de paix entre la RDC et le Rwanda, paraphé à Washington, soulève plus de questions qu'elle n'apporte de réponses. Pour les leaders et penseurs africains, cet événement doit être analysé au-delà de sa rhétorique pacificatrice. Il constitue un cas d'école des dynamiques de pouvoir externes qui contribuent à l'affaiblissement systémique de l'État congolais et un test crucial pour la capacité du Congo à engager une véritable reconstruction souveraine.

Selon l'article du quotidien français Le Monde (*RDC-Rwanda : un accord de paix paraphé à Washington, signature prévue pour le 27 juin, lemonde.fr, 19/06/2025*), un accord de paix visant à mettre fin aux hostilités entre la République Démocratique du Congo et le Rwanda a été paraphé à Washington. La signature formelle est imminente. Cet accord, fruit d'une médiation américaine, se présente comme une avancée majeure pour la stabilisation de la région des Grands Lacs, une zone marquée par des décennies de conflits, de crises humanitaires et de pillage des ressources. Les acteurs visibles sont les gouvernements de la RDC et du Rwanda, avec les États-Unis comme parrain et garant. L'objectif affiché est la cessation des violences et la normalisation des relations diplomatiques.

ENJEUX STRATÉGIQUES ET PIÈGES POTENTIELS

Une lecture superficielle saluerait cet accord comme une victoire de la diplomatie. Cependant, une analyse plus profonde révèle des enjeux stratégiques et des pièges potentiels.

Enjeu 1 : La souveraineté nationale contre les solutions imposées

Le lieu même de la signature – Washington – est un symbole puissant. Il ne s'agit pas d'une solution endogène, née d'un dialogue souverain entre les parties africaines concernées. C'est une solution conçue et garantie par une puissance extérieure dont les intérêts dans la région ne sont pas purement philanthropiques. Cette approche contrevient directement au principe fondamental selon lequel les Congolais doivent être les maîtres de leur propre destin. Un tel accord risque de ne pas servir en priorité les intérêts du peuple congolais, mais ceux des médiateurs et de leurs alliés régionaux.



Enjeu 2 : La nature réelle du conflit est-elle adressée ?

Le conflit en RDC n'est pas une simple querelle de voisins, mais un conflit systémique dont les racines plongent dans la lutte pour le contrôle et l'exploitation des ressources naturelles. Un accord politique qui ne démantèle pas les réseaux prédateurs politico-économiques et qui ne nomme pas clairement tous les acteurs profitant du chaos est voué à l'échec. Il pourrait n'être qu'une trêve tactique, permettant aux forces déstabilisatrices de se réorganiser. La question essentielle demeure : l'accord s'attaque-t-il aux causes profondes de la guerre, ou se contente-t-il de gérer ses symptômes les plus visibles ?

Enjeu 3 : La diplomatie comme potentiel écran de fumée

Cet accord pourrait s'inscrire dans une logique de manipulation narrative. La rhétorique de la « paix » est un outil puissant pour influencer l'opinion publique nationale et internationale, et peut servir à légitimer des arrangements qui, en réalité, affaiblissent davantage la RDC. Il est crucial d'examiner si cet accord ne cache pas des clauses ou des arrangements qui officialiseraient une forme de contrôle extérieur sur les ressources ou le territoire congolais, sous couvert de résolution de conflit.

Enjeu 4 : Le risque de la stabilisation de la faiblesse

L'objectif ultime pour le Congo devrait être une transformation profonde de l'État, un processus radical qui part de la base, renforce la solidarité nationale et établit une gouvernance authentique et responsable. Or, un accord de ce type risque de faire l'exact opposé : il peut renforcer la légitimité d'un pouvoir central dépendant de l'extérieur, sans impulser l'éveil citoyen et la révolution mentale nécessaires à un changement durable. Il maintiendrait le Congo dans un état de fragilité structurelle, le rendant plus facile à manipuler et à exploiter.

LES LEÇONS POUR L'AFRIQUE ET LA RDC

Cet événement offre des leçons cruciales au niveau du leadership, de la diplomatie et de la gouvernance sur le continent :

Leçon de Leadership : La véritable force d'un dirigeant ne se mesure pas à sa capacité à signer des traités à l'étranger, mais à sa faculté de construire un consensus national et de défendre la souveraineté de son peuple. Les leaders africains doivent cultiver la capacité de refuser les solutions qui compromettent l'autodétermination.

Leçon de Diplomatie : La diplomatie africaine doit investir dans ses propres cadres de médiation, fondés sur une compréhension intime des enjeux locaux et sur une solidarité ancrée dans les peuples, et non seulement dans les États.

Leçon de Gouvernance : La paix durable ne naîtra pas d'un document, mais d'une reconstruction interne. La RDC doit prioriser le renforcement de ses institutions, assurer une gestion souveraine de son patrimoine national et de ses ressources, et promouvoir une citoyenneté active et vigilante.

CONSEILS, PISTES OU CADRES D'ACTION

Pour naviguer cette situation complexe, les acteurs stratégiques devraient considérer les points suivants.

Pour les décideurs congolais : Soumettre l'accord à un examen critique

Avant toute ratification, les parlementaires, intellectuels et leaders de la société civile congolaise doivent analyser cet accord à travers un prisme rigoureux. Ils doivent se poser les questions fondamentales :

- *Souveraineté* : Cet accord renforce-t-il notre capacité de décision autonome, libre de toute ingérence?
- *Sécurité* : S'attaque-t-il aux acteurs et aux systèmes qui alimentent la violence pour s'enrichir, ou les ignore-t-il ?
- *Développement* : Les bénéfices économiques de la paix reviendront-ils à l'ensemble de la population ou à une élite et à ses partenaires étrangers ?

Pour les institutions panafricaines (Union Africaine, SADC, etc.) : Jouer un rôle actif

Ces institutions ne peuvent être de simples spectatrices. Elles doivent exiger une transparence totale



sur les termes de l'accord et évaluer sa compatibilité avec les aspirations africaines. Elles devraient proactivement offrir un cadre de médiation africain, centré sur la justice et la réparation, en opposition à un modèle de « paix sans justice ».

Pour la société civile et les think-tanks : Mener le combat narratif

Le rôle des intellectuels et de la société civile organisée est crucial. Il faut déconstruire le discours officiel, éduquer la population sur les enjeux cachés et promouvoir des visions alternatives de paix basées sur la dignité. C'est le moment de développer des contre-pouvoirs citoyens robustes, capables de tenir les dirigeants responsables.

AU-DELÀ DE LA SIGNATURE

L'accord de Washington n'est ni le début de la paix, ni la fin des problèmes. C'est un moment de vérité stratégique. Il révèle la persistance des schémas de dépendance et la facilité avec laquelle le langage de la paix peut être utilisé pour masquer la continuation de la guerre par d'autres moyens.

La véritable question n'est pas de savoir si l'accord sera signé, mais si une conscience collective congolaise, forte de son histoire et d'un projet de société clair, saura en déjouer les pièges pour imposer son propre agenda. La question fondamentale reste donc entière : quand le Congo pourra-t-il enfin prendre son destin en main ?

ANALYSES.
FORMATIONS.
DÉBATS.
PUBLICATIONS.

CERECK.ORG

CERECK est un think-tank dont la mission consiste à produire des idées, former des leaders, formuler des propositions et diffuser des savoirs pour façonner des solutions en réponse aux multiples défis congolais et africains.